

**Convention collective**

**IDCC : 9552. – EXPLOITATIONS HORTICOLES, MARAÎCHÈRES,  
DE PÉPINIÈRES ET DE SERRES  
(Meuse)  
(9 septembre 1969)**

(Étendue par arrêté du 4 juillet 1972,  
*Journal officiel* du 8 septembre 1972)

**AVENANT N° 101 DU 21 JUIN 2017  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2017**

NOR : AGRS1797187M  
IDCC : 9552

Entre

Syndicat des horticulteurs, fleuristes, pépiniéristes et des maraîchers serristes de la Meuse

D'une part, et

UR des syndicats CFDT de Lorraine

UR des syndicats CFTC

SNCEA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le Smic est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois ;

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs ;

Le Smic est fixé à 9,76 € depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Article 2**

L'article 17 de la convention collective de travail du 9 septembre 1969 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Les salaires horaires afférents aux ouvriers et employés de la convention collective sont fixés comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	TARIF HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
I	1	9,76	1 480,30
	2	9,81	1 487,88

NIVEAU	ÉCHELON	TARIF HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
II	1	9,90	1 501,53
	2	10,00	1 516,70
III	1	10,16	1 540,97
	2	10,29	1 560,68
IV	1	10,71	1 624,39
	2	10,77	1 633,49

Les salaires afférents aux techniciens/agents de maîtrise et aux cadres sont fixés comme suit :

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	TARIF HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
TAM I	1	10,96	1 662,30
	2	11,13	1 688,09
TAM II		12,39	1 879,19
Cadres I		14,43	2 188,60
Cadres II		18,19	2 745,23

### **Article 3**

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017.

### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité départementale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Grand Est, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours à compter de la signature.

Fait à Laxou, le 21 juin 2017.

(Suivent les signatures.)